

**Le Grand Conseil
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 9 septembre 2015

Direction de la police et des affaires militaires

20 2015.RRGR.576 Motion 163-2015 Schindler (Berne, PS) Navigation de bateaux à moteur sur l'Aar

N° de l'intervention: 163-2015
Type d'intervention: Motion
Déposée le: 01.06.2015
Déposée par: Schindler (Berne, PS) (porte-parole)
Hofmann (Berne, PS)
Cosignataires: 1
Urgence: refusée le 04.06.2015
N° d'ACE: 937/2015 du 12 août 2015
Direction: POM

Navigation de bateaux à moteur sur l'Aar

Le Conseil-exécutif est chargé d'étendre l'interdiction de navigation des bateaux à moteur sur l'Aar à la portion comprise entre Schwellenmätteli et le barrage de la Lorraine dès l'ouverture de la saison 2016.

Développement :

L'été, la baignade dans l'Aar fait de nombreux adeptes entre le Pont de l'Untertor et le barrage de la Lorraine. Les nageurs et nageuses moins expérimentés et les enfants, qui s'initient à la baignade en rivière, apprécient particulièrement cette portion de l'Aar, où le courant est moins fort et où il est plus facile de sortir de l'eau à proximité des bords de la Lorraine – comparé au Marzili. Les températures estivales attirent chaque année des milliers de baigneurs et baigneuses à la Lorraine, où ils peuvent paisiblement se laisser porter sur toute la largeur de l'Aar.

Depuis quelque temps, on peut cependant observer des bateaux à moteur sur l'Aar à Berne. Selon les médias, moyennant paiement ils transporteraient des touristes et des Bernois et Bernoises entre le Schwellenmätteli et le barrage. Un exploitant envisage déjà d'offrir un service de navette aux nageurs et nageuses qui ont la flemme de marcher le long de l'Aar avant ou après la baignade. Il a apparemment obtenu les autorisations nécessaires sans la moindre difficulté. Les autorités qui ont délivré ces autorisations semblent cependant n'avoir pris en considération ni la sécurité des nageurs et des nageuses, ni la gêne occasionnée par le bruit et les gaz d'échappement pour les personnes se trouvant aux abords de l'Aar et dans l'eau. La population n'a par ailleurs pas été convenablement informée.

On parle depuis longtemps de réglementer voire de limiter la navigation des bateaux gonflables, si populaires, sur l'Aar. Et voilà que des bateaux à moteur sont autorisés au mépris des intérêts d'une grande partie de la population, de la sécurité et de la protection de la nature.

La navigation sur les lacs et les rivières est régie dans la loi fédérale sur la navigation intérieure (LNI, RS 747.201). En vertu de la LNI, la souveraineté sur les eaux appartient aux cantons. L'article 4 du décret cantonal sur la navigation (RSB 767.11) interdit déjà l'utilisation de bateaux à moteur sur l'Aar entre le barrage de Thoune et le Schwellenmätteli à Berne. Aucune limitation particulière ne s'applique en revanche à la navigation des bateaux à moteur entre le Schwellenmätteli et le barrage de la Lorraine.

L'usage accru des voies d'eau publiques par l'exercice de la navigation est cependant soumis à autorisation. L'autorité cantonale compétente en la matière est l'autorité cantonale de la navigation : l'Office de la circulation routière et de la navigation.

Réponse du Conseil-exécutif

Le Grand Conseil peut, par décret et dans le cadre du droit fédéral, restreindre la navigation sur certaines voies d'eau bernoises ou y limiter le nombre de bateaux, dans la mesure où l'exige l'intérêt public ou la protection de droits importants. L'utilisation de bateaux à moteur sur l'Aar est définie par le Grand Conseil à l'article 4 du décret du 18 décembre 1991 sur les restrictions de la navigation (décret sur la navigation; RSB 767.11). Les bateaux à moteur sont interdits entre Thoune et le Schwellenmätteli à Berne. Le tronçon entre le Schwellenmätteli et le barrage d'Engelhalde a quant à lui délibérément été exclu de l'interdiction, étant donné qu'à l'époque du prononcé du décret, des barques de pêcheurs y étaient stationnées. En outre, différentes associations de pontonniers y exercent de longue date leurs activités traditionnelles et effectuent également des courses en bateaux à moteur. Depuis peu, un bateau-taxi motorisé (Aare-Taxi) stationne à hauteur de la Matteenge. Son propriétaire organise sur demande des circuits touristiques sur l'Aar et présente ainsi la ville de Berne sous une autre perspective (visites guidées).

Au regard de l'article 2 de la loi du 19 février 1990 sur la navigation et l'imposition des bateaux (loi sur la navigation; RSB 767.1), on peut se demander si la question d'un élargissement de l'interdiction concernant les bateaux à moteur sur l'Aar ressortit au Conseil-exécutif, étant donné que c'est à l'évidence le Grand Conseil qui détient la compétence décisionnelle en matière d'interdictions générales sur les voies d'eau. Dans la mesure où l'exigent la protection des personnes concernées contre le bruit et la pollution de l'air, la sécurité, la fluidité ou la réglementation du trafic, la protection des rives, de la faune, de la flore ou des voies d'eau, l'Office de la circulation routière et de la navigation (OCRN) en tant qu'autorité de la navigation peut, dans le cadre du droit fédéral, édicter sur certains tronçons de voies d'eau des restrictions de navigation et des dispositions particulières (art. 2, al. 3 de la loi sur la navigation). Il s'agit en l'espèce d'interdictions ou de prescriptions dites fonctionnelles, devant être signalées par des mesures correspondantes. L'OCRN est en outre compétent pour délivrer des autorisations en vue d'un usage accru (art. 7, al. 1 du décret sur la navigation).

À ce jour, trois autorisations ont été délivrées pour la navigation motorisée sur l'Aar entre le Schwellenmätteli et le barrage d'Engelhalde. Deux d'entre elles sont détenues par les associations de pontonniers; elles leur ont été accordées il y a plus de dix ans. Les autorisations précisent les modalités à respecter, qui concernent avant tout le sauvetage et la sécurité. Le nombre de personnes par bateau y est notamment limité et des gilets de sauvetage doivent être disponibles à bord des embarcations. Le transport professionnel de personnes requiert en outre une assurance responsabilité civile. D'autres dispositions se rapportent aux conditions météorologiques et au niveau des eaux. Ainsi, la navigation sur l'Aar est interdite en cas de crue et, en période de basses eaux, elle n'est praticable qu'au milieu de la rivière. Finalement, la limite de vitesse générale imposée à l'ensemble des embarcations sur les cours d'eau est de 15 km/h.

À titre de précision, il peut être observé que le bateau-taxi susmentionné respecte les standards techniques les plus récents tant du point de vue des émissions sonores que des gaz d'échappement. La cabine du conducteur a en outre été aménagée de manière à garantir une vision optimale dans le sens de la marche.

Le Conseil communal de la ville de Berne s'est penché le 29 octobre 2014 sur une interpellation au contenu semblable, déposée par le Parti socialiste. Il constate que, sur le tronçon en question, une cohabitation entre les différents utilisateurs doit être possible et indique que les passages de bateaux à moteur sur l'Aar à partir du Schwellenmätteli sont relativement peu fréquents. Bien que ce cours d'eau soit très fréquenté, le Conseil communal est d'avis qu'il peut accueillir aussi bien des baigneurs et baigneuses que des conducteurs et conductrices de bateaux, de même que, sur les routes, piétons et automobilistes s'accommodent les uns des autres. À titre d'exemple, il cite le Rhin à Bâle, où depuis des années, les embarcations et les nageurs et nageuses se côtoient. Aussi longtemps que le nombre d'autorisations et de courses reste limité et que les conducteurs et conductrices de bateaux respectent les modalités requises, le Conseil communal estime qu'il ne doit pas intervenir et fait appel à la responsabilité individuelle de tout un chacun.

Dans sa réponse à l'interpellation, le Conseil communal parvient à la conclusion que le circuit touristique concerné, offrant aux visiteurs une vue pittoresque sur la ville de Berne, ne concerne qu'un couloir étroit en aval du Schwellenmätteli. Il précise que le nombre de courses par saison est réduit et que le titulaire de l'autorisation est conscient des dangers et de la situation particulière due à la présence de personnes s'adonnant à la baignade. Selon le Conseil communal, l'évolution de ce type de prestations touristiques et de l'Aar en général doit pour l'instant faire l'objet d'un suivi. Ce n'est que dans un deuxième temps qu'une discussion devra être lancée sur les démarches à entreprendre, voire sur une éventuelle interdiction de telles courses.

Le Conseil-exécutif abonde dans le sens du Conseil communal. Il s'oppose à une interdiction généralisée des bateaux à moteur ou à une interdiction ciblée des trajets professionnels motorisés sur le tronçon mentionné. En faisant preuve de tolérance, de respect et de la responsabilité individuelle nécessaire, les différents utilisateurs et utilisatrices des voies d'eau doivent pouvoir cohabiter.

Proposition du Conseil-exécutif :
Rejet

Le président. Damit kommen wir zu Traktandum 20. Die Regierung lehnt die Motion ab. Wir diskutieren in freier Debatte.

Meret Schindler, Berne (PS). Die meisten kennen die Aare-Situation beim Marzili. Tausende von Schwimmenden und Bootfahrenden werden mit Schildern gewarnt – «Aare you safe?» – und mit Bildern von Quallen und Tintenfischen. Erwähnt wird jedoch nicht, dass Motorenlärm potenziell gefährlich ist; denn dort beim Marzili gibt es gar keine Motorboote. Man hat aber in diesem Sommer mehrmals in der Region Bern zur Kenntnis nehmen müssen, dass man eine ertrinkende Person nicht gut rufen hört. Obwohl jeweils Leute vor Ort reagiert haben, sind mehrere Leute bei Bern ertrunken. Die Situation unterhalb der Schwelle ist noch viel heikler, denn dort fliesst die Aare langsamer, und es gibt viele Kinder, Neuschwimmerinnen und -schwimmer und eben auch Motorboote. Dort sind keine Tintenfische und Quallen am Ufer ausgeschildert.

Ich komme zur Antwort der Regierung. In den Bewilligungen gebe es Auflagen zur Sicherheit, so seien Rettungswesten obligatorisch. Das nützt den Aareschwimmenden nichts, denn diese tragen keine Westen. Haftpflichtversicherungen seien für allfällige Personentransporte abzuschliessen. Wenn eine Person ertrinkt, dann nützt es jedoch niemandem etwas, wenn die Hinterbliebenen Geld erhalten. Auch Wetterbedingungen und Wasserstand wurden erwähnt; Hochwasser oder Regen. Auch den Schwimmenden ist empfohlen, bei Regen nicht in die Aare zu steigen. Deshalb ist hier Eigenverantwortung der falsche Weg. Zudem richten sich alle diese Punkte ausschliesslich an die Mitfahrenden auf den Booten. Keine dieser Interventionen richtet sich direkt an die Schwimmerinnen und Schwimmer oder besteht zu deren Schutz.

Die Regierung erwähnt in ihrer Antwort den Bezug zur Interpellation aus dem Berner Stadtrat. «Der Gemeinderat der Stadt Bern hält in seiner Interpellationsantwort abschliessend fest, [...]» Zur Interpellation schreibt aber der Stadtrat, dass dies eben nicht abschliessend sei, sondern weiter beobachtet werden soll. Diese Antwort stammt vom letzten Herbst! In diesem Jahr fuhr im unteren Bereich der Aare täglich Motorboote, und das kann durchaus eine neue Betrachtung vertragen. Ich bitte Sie, meinem Antrag zu folgen.

Le président. Damit kommen wir zu den Fraktionssprecherinnen und -sprechern, oder wünschen noch Mitmotionäre das Wort? – Das ist nicht der Fall. Dann spricht zuerst Herr Grossrat Leuenberger für die BDP-Fraktion.

Samuel Leuenberger, Trubschachen (PBD). Wir sind hier wieder einmal bei einem Vorstoss, der ein Verbot verlangt. Man versucht, auf potenzielle Probleme und auf schlechte Gefühle, die man beim Schwimmen in der Aare in diesem Bereich hat, mit einem Verbot zu reagieren. Wir sind an und für sich sehr zurückhaltend mit solchen Verboten. Bis jetzt hat sich gezeigt, dass das Miteinander zwischen Schwimbern, Pontonieren und privaten Tourismusbootbesitzern dort recht gut funktioniert. Wir sind auch der Meinung, dass man mit einem Verbot von Motorbooten grundsätzlich nicht verhindern kann, dass ein Schwimmer in Not kommt. Aus diesem Grund lehnen wir den Vorstoss ab. Wir müssen aufpassen, dass wir nicht jedes Mal mit der Forderung nach einem Verbot ins Parlament kommen, wenn wir irgendwo an einem Ort Reibereien zwischen zwei Nutzergruppen feststellen. Das kann dazu dienen, dass die eine Nutzergruppe verdrängt wird, und die andere dann in diesem Aarebereich das ausschliessliche Benutzungsrecht erhält. Das ist nicht die Idee der BDP und auch nicht die Idee einer bürgerlichen Politik, denn die Aare gehört allen Benutzern gemeinsam. Sie sind alle verpflichtet, füreinander Sorge zu tragen und Rücksicht zu nehmen. Das gilt nicht nur für die Motorboote, sondern ebenfalls für die Schwimmerinnen und Schwimmer. Darum bitte ich Sie, diesen Vorstoss abzulehnen, wie vom Regierungsrat beantragt wurde.

Le président. Für die SVP-Fraktion hat Herr Grossrat Sutter das Wort.

Walter Sutter, Langnau i.E. (UDC). Das sogenannte «Aaretaxi», um das es hier nebst den Aktivitäten des Pontoniervereins geht, hat eine Motion ausgelöst. Auf dem Abschnitt Schwellenmätteli bis Engehalde besteht kein Verbot für Motorboote, und die SVP-Fraktion will auch keines. Es muss doch einfach möglich sein, dass Schwimmer und Motorbootfahrer diesen Aareabschnitt mit der entsprechenden Rücksichtnahme und Eigenverantwortung nebeneinander geniessen können, ohne einander in die Quere zu kommen.

Die Aare an sich bietet doch für alle Schwimmenden und Badenden deutlich grössere Gefahren als die erwähnten Motorbootbewegungen. Die Umweltbelastung durch Abgase und Lärm, die gemäss den Motionären massiv sein soll, kann unseres Erachtens vernachlässigt werden. Der angesprochene Motorbootfahrer hatte in den letzten zweieinhalb Jahren gerade einmal 70 Betriebsstunden auf seinem Motor. Da kann man wohl kaum von einer massiven Beeinträchtigung der Umwelt sprechen. Als es in diesem Sommer sehr warm war und sich entsprechend viele Badende im Wasser aufhielten, bot er aus Rücksicht keine Fahrten an. Dank diesem «Aaretaxi» und seinem Kapitän wurde sogar ein Mensch vor dem Ertrinken gerettet. Laut seinem Betreiber gab es noch nie eine gefährliche Situation mit Schwimmenden. Das Anliegen der Motionäre ist auch nicht neu. Es wurde bereits im Stadtrat behandelt und abschlägig beurteilt. Eine ganz persönliche Meinung dazu: Es wäre vielleicht auch anständig und fair gewesen, wenn die Motionäre zuerst mit dem hauptsächlich betroffenen Bootsbetreiber das Gespräch gesucht hätten, statt eine Kampagne gegen ihn zu entfachen. Wir haben im Kanton definitiv viel grössere Probleme! Verschwenden wir doch nicht unnötig Zeit und Geld, um solche Verbote zu veranlassen. Die SVP-Fraktion lehnt diesen Vorstoss entschieden ab.

Barbara Streit-Stettler, Berne (PEV). Die EVP erachtet die Antwort des Regierungsrats als vernünftig. Im Moment ist das Schwimmen in der Aare bekanntlich vor allem zwischen Eichholz und Marzili gefährlich, wenn man von der Anzahl Unfälle ausgeht, die dort geschehen. Aber in diesem Vorstoss geht es eben nicht um diesen Abschnitt, sondern um die Lorraine. Wir sind zwar mit der Motionärin einverstanden, dass man beim Betrachten eines solchen Sachverhalts präventiv handeln muss und nicht einfach warten kann, bis der erste Unfall geschieht. Trotzdem finden wir, dass der Regierungsrat glaubwürdig argumentiert. Wie wir lesen können, gibt es in der Lorraine nur drei Bewilligungen für Motorboote, und vor allem den Pontoniervereinen trauen wir zu, dass sie mit solchen Fahrten verantwortungsvoll umgehen. Diese haben auch eine lange Tradition dort. Offenbar sind solche Bewilligungen auch mit Auflagen verbunden und daher stark eingeschränkt. Die EVP ist daher der Ansicht, dass man die Motorbootfahrten auf diesem kurzen Abschnitt nicht verbieten muss. Es geht hier, wie an andern Orten, einfach darum, dass mehrere Sportarten ihren Sport miteinander und nebeneinander ausüben können und dabei aufeinander Rücksicht nehmen müssen, was bereits ein Vorredner gesagt hat.

Wir finden es aber stossend, dass das Anliegen der Motionärin zwischen Stadt und Kanton hin- und her geschoben wurde. Es kann nicht sein, dass die Stadt in einem ähnlichen Vorstoss auf den Kanton verweist, und der Kanton in einer Motion zum gleichen Thema auf die Antwort der Stadt abstellt. Da hätten wir von der POM etwas mehr erwartet.

Bettina Keller, Hinterkappelen (Les Verts). Es ist tatsächlich nicht gerade ein weltbewegendes Thema, das wir gegenwärtig behandeln. Wenn man über die ganze Thematik Aare und Freizeit auf der Aare diskutieren möchte, dann müsste man eher die «Überbeschwimmung» mit Gummibooten in diesem Sommer diskutieren. Die Todesfälle und die gefährlichen Situationen bei den Brücken sind eher das, was uns beschäftigen und nachdenklich stimmen sollte. Trotzdem hat die grüne Fraktion einige Sympathie für diesen Vorstoss von Meret Schindler. Wir betrachten es auch als problematisch, wenn immer mehr verschiedenste Nutzer auf der Aare verkehren und finden es nicht dringend notwendig, dass man noch Bewilligungen für touristische Angebote auf diesem kurzen Aareabschnitt erteilt. Immerhin gibt es auf der linken und auf der rechten Aareseite einen Fussweg, sodass man dort die Gegend auch zu Fuss sehr gut erkunden kann.

Mit unserer Zustimmung zur Motion meinen wir allerdings nicht, dass die Bewilligungen für die Pontoniervereine auch aufgehoben würden. Diese haben eine lange Tradition, und es gibt auch junge Menschen, die sich bei den Pontonieren beteiligen. Diese Tradition soll aufrechterhalten werden. Eine grosse Mehrheit der grünen Fraktion stimmt dieser Motion zu.

Christoph Ammann, Meiringen (PS). Die Art, wie die Diskussion jetzt läuft, erinnert mich sehr stark an unsere Debatte vor ziemlich genau einem Jahr. Damals ging es auch um ein Bernisches Gewässer und auch um einen Bootsbetrieb. Die Argumente waren dieselben. Auch heute wieder wirft man unserer Fraktion vor, wirtschaftsfeindlich zu sein. Grossrat Leuenberger spricht vom Einrichten unnötiger Verbote, und man hat schon wieder eine Liberalismus-Debatte begonnen. Man verkennt, hat bereits vor einem Jahr verkannt, und sieht auch heute noch nicht, dass es sich bei diesem Vorstoss – ebenso wie bei dem im letzten Jahr – um eine reine Vorsichtsmassnahme handelt. Wir wollen eine gesetzliche Grundlagen schaffen, damit man bereit ist, wenn etwas überbordert.

Der Vorstoss Schindler will nämlich nichts anderes als den Schutz der Schwächsten auf den Gewässern, der Schwimmerinnen und Schwimmer. Wir kennen die Bilder aus diesem Hitzesommer mit den Massen von Schwimmerinnen und Schwimmern, die Kopf an Kopf in der Aare badeten, sodass man vermutlich wie damals Jesus über das Meer, trocken von einem Ufer an das andere gekommen wäre. Wer diese Bilder vor Augen hat, kann sich unschwer vorstellen, dass Motorboote auf diesem Aareabschnitt ein Risiko darstellen. Das kann man nicht schönreden! Wenn man die Forderung des Vorstosses genau liest, dann stellt man fest, dass im Grunde die Bedürfnisse sämtlicher Benutzer dieses Aareabschnitts berücksichtigt werden könnten. Wir denken beispielsweise an ein befristetes Verbot, saisonal, auf Sommerferien oder auf bestimmte Tageszeiten beschränkt. Wenn man das Verbot so ausgestaltet, dann kommen sich die verschiedensten Benutzer, auch Pontoniere, Anbieter von Stadtbesichtigungen und solche, die nach der Arbeit schwimmen gehen, nicht in die Quere. Diese Idee steckt hinter dem Vorstoss. Darum unterstützt unsere Fraktion diese Motion. Ich bitte Sie, das auch zu tun.

Michael Köpfli, Berne (pvl). Der Vorredner der SP hat es schon gesagt. Es steht auch in der Antwort des Regierungsrats und auch der Gemeinderat der Stadt Bern hat dieselbe Meinung. Im Moment besteht eigentlich noch kein Problem. Die Benützung dieses Aareabschnitts mit Booten geschieht gegenwärtig in einem sehr zurückhaltenden Rahmen. Wir sind im Gegensatz zu den Motionären und zum Fraktionssprecher der SP-JUSO-PSA nicht der Meinung, dass man nun bereits ein Gesetz auf Vorrat machen müsse, für den Fall eines zukünftigen Problems. Ich glaube auch, dass man mit diesem Vorstoss eine falsche Sicherheit schaffen will, denn die Aare ist so wunderschön zum schwimmen. Viele Ratsmitglieder hielten sich wohl in diesem Sommer öfters in ihr auf. Aber die Aare ist nun einmal ein natürliches Gewässer und damit deutlich gefährlicher als ein Schwimmbad. Dessen sollte man sich auch bewusst sein!

Diese Diskussion kommt immer wieder, beispielsweise im letzten Jahr wollte eine SP-Gemeinderätin für viel Geld beim Schönausteg einen zusätzlichen Aareeinstieg schaffen. Auch ein Verbot, am Schönausteg in die Aare zu springen, stand zur Diskussion, weil das ja auch gefährlich sei. Doch dort gab es bis anhin kaum Unfälle. Ich glaube, wenn man die absolute Sicherheit auf der Aare haben will, dann schränkt man die Leute sehr stark ein, und ich meine, dass die Eigenverantwortung und die gegenseitige Rücksichtnahme gesenkt wird, wenn man eine falsche Sicherheit vorspiegelt, nämlich dass den Schwimmerinnen und Schwimmern nichts mehr geschehen kann. Wir sind daher gegen neue Verbote oder Einschränkungen. Unseres Erachtens haben die verschiedenen Aarenutzenden nebeneinander Platz, und das funktioniert eigentlich sehr gut, wie es sich auch in diesem Hitzesommer zeigte. Wir sind der Überzeugung, dass das auch in Zukunft so sein wird, und wenn man später einmal tatsächlich diverse «Aaretaxis» hätte, was ja im Moment nicht der Fall ist, dann sollte vor allem die Stadt Bern aktiv werden und das Thema wieder auf das Tapet bringen. Aber offenbar ist das ja momentan bei der Stadtregierung noch kein Bedürfnis. Auch im Sinne des Föderalismus müssen wir jetzt hier im Grossen Rat meines Erachtens kein neues Gesetz beschliessen.

Stefan Costa, Langenthal (PLR). Alles wurde bereits gesagt, und ich will nicht verlängern. Ich danke insbesondere meinem Vorredner: Du hast dir wahrscheinlich meine Stichworte angeschaut, denn sie umfassen etwa dieselben Punkte. Ich mache es kurz: die FDP-Fraktion schickt diesen Vorstoss bachab.

Le président. Ich gehe davon aus, dass sich alle Fraktionen geäussert haben, die das wollten. Dann kommen wir zu den Einzelvoten.

Ulrich Stähli, Gasel (PBD). Ich bin ohne Manuskript hier vorne. Ich bin ein leidenschaftlicher Aareschwimmer, obwohl ich vom Land komme. Ich bin immer stolz, dass wir es in Bern noch zustande bringen, einen Fluss zu haben, wo man gewisse Freiheiten hat und ein fröhliches Miteinander geniessen kann. Ich komme mit Freunden und ausländischen Gästen immer an die Aare und zeige ihnen das. Wir schwammen auch schon einmal neben einem Bundesrat, und der Ausländer sagte daraufhin: «Das kann doch nicht sein!» Ich kann Ihnen sagen, dass ich dafür kämpfe, dass wir auf dieser Aare möglichst wenig Verbote machen. Es soll kein rechtsfreier Raum sein, aber ein Raum, in dem sich die Bevölkerung noch ein bisschen frei bewegen kann. Ich kämpfte vor Jahren auch im Eichholz in Köniz, in dieser wunderbaren Anlage, gegen das Erstellen von vielen Vorschriften. Seitdem die Broncos dort sind, geht es recht gut. Lehnen Sie also bitte diesen Vorstoss ab, und schaffen Sie nicht in vorauseilender Vorsichtshysterie Verbote, die letztlich nichts bringen.

Le président. Nun gebe ich Herrn Polizeidirektor Käser das Wort. Die Motionärin wünscht, ihr Votum anschliessend abzugeben.

Hans-Jürg Käser, directeur de la police et des affaires militaires. Die Antwort der Regierung ist nach meinem Dafürhalten schlüssig. Diese Angelegenheit hat etwas mit Verhältnismässigkeit, mit dem Nebeneinander und mit Toleranz zu tun. Es mag sein, dass diese Werte nicht immer so gelebt werden, wie sie sollten. Nun etwas zum Votum von Frau Grossrätin Streit, sie hätte von der POM etwas mehr erwartet. Ich sage es noch einmal: Es handelt sich um eine Antwort der Regierung! Ich bin es jedoch gewohnt, dass man von der POM mehr erwartet. Dieser Vorstoss richtet sich auf das Gemeindegebiet der Stadt Bern. Daher ist es wohl nicht ganz abwegig, wenn die Regierung in ihrer Antwort prüft, ob in der Stadt Bern ein ähnlicher Vorstoss behandelt wurde. Deshalb haben wir die Argumentation des Gemeinderats der Stadt Bern zu jener Interpellation in unserer Antwort verwendet. Ich bitte Sie, diesen Vorstoss abzulehnen.

Le président. Damit hat die Motionärin noch einmal das Wort

Meret Schindler, Berne (PS). Der Grosse Rat verbietet zwar Motorboote auf der Aare, aber nur von Thun bis zum Schwellenmätteli. Zu Herrn Kollege Sutter: Worüber wir hier im Grossen Rat auch in jeder Session debattieren, ist zum Beispiel, ob Geschwindigkeitskontrollen notwendig sind oder nicht und ob wir die Geschwindigkeiten nicht heraufsetzen können. Wir diskutieren somit auch immer wieder andere Dinge, die kleine Regionen oder nur wenig Leute betreffen. In meinem Vorstoss ist ein zeitliches Verbot nicht explizit ausgeschlossen, zum Beispiel an Wochenend-Nachmittagen zwischen vier und sechs Uhr. Es ist wirklich unbestritten, dass die Aare nicht ungefährlich ist, Herr Köpfl. Die Stadt soll aktiv werden, das sehe ich auch so. Doch der Grosse Rat ist zuständig für das Schifffahrtsdekret, und deshalb muss der Grossen Rat darüber bestimmen. Und noch etwas zu Herrn Stähli: Ich nehme an, du schwimmst in der Regel im Marzili neben diesen Bundesräten. Dort ist eben das Motorbootfahren verboten. Ich bitte Sie noch einmal, diese Motion anzunehmen.

Le président. Damit kommen wir zur Abstimmung. Wer die Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote

Décision du Grand Conseil :

Rejet

Oui 28

Non 92

Abstentions 5

Le président. Sie haben diese Motion abgelehnt. Damit sind wir etwas früher als erwartet am Ende der Geschäfte der Polizei- und Militärdirektion angelangt. Ich danke bestens und verabschiede Herrn Regierungspräsident Käser. Wir warten noch einen kurzen Moment und starten dann mit den Geschäften der Finanzdirektion.